

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS

Route de Wahagnies
BP 8
59133 Phalempin

Références : inspection du 19/03/2024
Code AIOT : 0007001209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement EDILIANS implanté Route de Wahagnies BP 8 59133 Phalempin. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2024 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 23/01/2024

Elle porte sur :

La vérification du respect de la bonne application des Fiches de données Sécurité des produits suivants : K01/K03 et TNN0908

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS

- Route de Wahagnies BP 8 59133 Phalempin
- Code AIOT : 0007001209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Edilians, dont le siège social est basé à Dardilly (69570), appartenait initialement au groupe Imerys, sous le nom Imerys Toiture. La cession a eu lieu en octobre 2018, et la société Edilians est désormais un acteur à vocation européenne centré sur les solutions de la toiture et de la façade.

L'établissement de Phalempin est une usine de fabrication de tuiles plates à partir d'argile et de sables. Il emploie 40 personnes et produit autour de 40 000t annuelles de tuiles en terre cuite.

Le site est régulièrement autorisé pour le travail de l'argile et la fabrication de céramiques et réfractaires par arrêté préfectoral du 29 avril 2009 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2021.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiches de données Sécurité	FDS du 25/01/2023, article Rubrique 1 à 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de stockage et d'utilisation des deux produits, les mesures de protection, l'affichage et la signalétique contrôlées le jour de l'inspection du 19/03/2024, sont conformes aux prescriptions contenues dans les deux FDS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiches de données Sécurité

Référence réglementaire : FDS du 25/01/2024, article Rubrique 1 à 10
Thème(s) : Produits chimiques, Inspection Produits chimiques spécialisée
Prescription contrôlée : Voir grille d'inspection REACH jointe au rapport
Constats : Les données et la signalétique de danger affichées, les conditions de stockage et de manipulation des produits contrôlées par l'inspection le jour de la visite du 19/03/2024 sont conformes aux prescriptions contenues dans les FDS.
Type de suites proposées : Sans suite